



« L'OA ne concurrence pas les revues »

Dès 2020, 100 % des publications issues de la recherche financée par le FNS devaient être disponibles en libre accès (OA). Matthias Egger, président du Conseil national de la recherche, explique pourquoi cet objectif n'est pas atteint.

En 2019, seulement 50 % des publications étaient disponibles en Open Access (OA). Le FNS ne s'est-il pas assez investi ?

Nous encourageons depuis longtemps l'Open Access, auquel les scientifiques sont tenus depuis 2008. Nous avons diffusé des informations et créé des conditions adéquates, mais cela ne suffit pas.

Pour quelles raisons ?

Principalement parce que certaines revues scientifiques n'autorisent pas le libre accès dans les six mois suivant la parution. Fin 2019, le FNS a donc envoyé une lettre ouverte aux grandes maisons d'édition. Rien ne s'oppose en effet à ce qu'un article soit déposé sous six mois dans une base de données numérique, qui n'est qu'un espace de stockage. La revue constitue à l'inverse une plateforme sur laquelle les scientifiques peuvent échanger. Je ne vois ici aucune concurrence.

Le problème ne se pose pas pour les revues en libre accès. Leurs articles sont immédiatement disponibles gratuitement. Mais lorsqu'il n'existe pas de revues de ce type ?

Ce cas ne devrait concerner que quelques sous-disciplines. L'expérience montre que nos requérant-e-s ont la possibilité de publier en libre accès dans toutes les disciplines, même si le choix n'est pas toujours vaste. Il conviendrait donc d'encourager d'autres modes de publication dans le cadre de la stratégie nationale OA – par exemple en transformant les revues payantes en revues en libre accès.

Existe-t-il d'autres explications au fait que le FNS ne parvienne pas à atteindre l'objectif des 100 % ?

Les scientifiques oublient souvent de rendre leurs articles publiquement accessibles, y compris lorsque la revue l'autorise, faute d'avoir intégré cette démarche dès le départ. Le libre accès devrait faire partie intégrante du processus de publication.

Certaines revues en libre accès sont issues de l'initiative des scientifiques, comme « sui generis » en droit. Daniel Hürlimann en est l'éditeur, il fait partie des ambassadeurs et ambassadrices OA du FNS, tout comme Beate Fricke avec la revue « 21: Inquiries into Art, History, and the Visual ». www.sui-generis.ch
www.21-inquiries.eu

Comment le FNS peut-il contribuer à ce changement de paradigme ?

Nous y participons déjà : en finançant les articles publiés dans des revues OA ainsi que des livres ou chapitres d'ouvrages en libre accès. Et depuis l'été 2019, nous alertons les scientifiques lorsque leurs publications ne sont pas accessibles et consultables gratuitement.

À travers le Plan S, l'UE entend également publier 100 % des publications en libre accès. Le FNS ne l'a pas signé.

Nous soutenons les objectifs du Plan S, mais offrons aux scientifiques davantage d'options et leur laissons un délai de six mois pour déposer leur publication dans une base de données publique. Le Plan S, en revanche, impose que toutes les publications soient immédiatement disponibles.

Quels changements découlent du fait que les résultats de la recherche financée par l'État soient publiés en libre accès ?

Leur mise en œuvre par l'économie et les pouvoirs publics est accélérée. L'accès à l'information permet à la société de prendre part au débat scientifique et la recherche s'enrichit ainsi d'une réflexion critique qui fait naître de nouvelles questions et méthodes. Tout ceci renforce les effets de la science.

Subsides pour les publications Open Access

Grâce à un financement complet et à une gestion administrative réduite, le FNS facilite la publication en libre accès des résultats de recherche. Toutes les informations correspondantes se trouvent sur le site Open Access: <https://oa100.snf.ch>.

Le point de vue d'Agneta Bladh

Favoriser la confiance : une mission de la science

En Europe et ailleurs, les climatosceptiques ne sont plus les seuls à douter des résultats de la recherche. Comment les scientifiques, les institutions de recherche et les organismes de financement peuvent-ils contrer cette tendance ?



Ancienne secrétaire d'État suédoise, Agneta Bladh est à la tête du comité consultatif international du FNS. Elle est la présidente du comité du Conseil suédois de la recherche.

Une recherche de haut niveau est certes essentielle, mais la confiance des citoyen-ne-s dans la science est tout aussi importante. Comment favoriser cette confiance ?

Une bonne communication

Commençons par aborder la communication. Quels scientifiques sont capables de donner un aperçu compréhensible et captivant de leurs travaux en quatre minutes ? Beaucoup aimeraient communiquer mais n'en ont pas le temps. Peut-être parce que cette activité est trop peu reconnue par le système scientifique.

Des initiatives pour améliorer la communication existent, à l'instar de la Nuit Européenne des Chercheur.e.s, ou encore du Swedish Researchers' Grand Prix lors duquel des scientifiques présentent leur travail avec entrain, enthousiasme et de façon compréhensible.

Une bonne communication entre la science et la société fait-elle partie de la mission d'un organisme de financement ? Assurément. Le financement de projets dans ce domaine, comme le fait le FNS, marque une avancée importante, de même que les réseaux de scientifiques et d'utilisateurs potentiels prévus dans son programme pluriannuel 2021-2024. Et toute nouvelle idée est la bienvenue !

Responsabilité envers la société et le monde scientifique

La confiance peut aussi être favorisée si la communauté scientifique respecte des valeurs fondamentales. La liberté de la recherche implique en effet une responsabilité, un thème rarement abordé par les scientifiques. La Magna Charta Universitatum, qui définit les principes fondamentaux de l'enseignement supérieur et de la recherche, est le document de référence depuis 30 ans. Il est prévu de l'actualiser en septembre 2020 à Bologne et d'y intégrer les aspects d'intégrité et de responsabilité.

À mes yeux, la responsabilité académique comporte deux aspects. D'une part, la responsabilité envers la société, à savoir que la science en comprenne les besoins et entretienne le dialogue avec le public. D'autre part, la responsabilité envers le monde scientifique, notamment viser l'excellence et prévenir les comportements incorrects, mais aussi veiller à l'ouverture et à l'égalité des chances.

Le FNS se montre très exigeant sur la qualité et l'intégrité des projets qu'il finance. Il met en œuvre des procédures de sélection exigeantes, auxquelles participent d'excellentes commissions d'évaluation ainsi que des milliers d'expert-e-s internationaux. Cela contribue à renforcer significativement la crédibilité de la recherche. Je pense néanmoins que nous devons intensifier nos efforts pour renforcer la confiance, dans le monde scientifique et au-delà.

Des idées pour le FNS

Depuis 2018, le comité consultatif international livre des idées et des recommandations sur la manière dont le FNS peut développer son rôle et sa stratégie sur le long terme. Outre Agneta Bladh, ce comité comprend Caroline Bassett (Université du Sussex), Pearl Dykstra (Université de Rotterdam), Frank Miedema (Université d'Utrecht) et Willi Paul (Consenc). Tous ont une vaste expérience du milieu scientifique.